



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44623 Nantes Cedex 2

Nantes, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RABAS PROTEC**

188 rue de Trignac  
44600 Saint-Nazaire

Références : N5-2026-401  
Code AIOT : 0006307631

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement RABAS PROTEC implanté 188 RUE DE TRIGNAC 44600 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectifs de contrôler la bonne application du cadre réglementaire de l'utilisation des chromates sur le site, les mesures mises en place pour en limiter leurs effets et leur suivi dans les rejets atmosphériques, en lien avec l'action nationale 2026 "chromates".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RABAS PROTEC
- 188 RUE DE TRIGNAC 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006307631

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RABAS PROTEC exploite, sur le site de St-Nazaire, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 Autorisations chromates utilisateur aval

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4  | Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 37.5 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Autorisation et usage   | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.1                                | Sans objet        |
| 2  | Numéro d'autorisation et étiquetage                                       | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 65                                  | Sans objet        |
| 3  | Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval                 | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 66.1                                | Sans objet        |
| 5  | Mesures de maîtrise des risques de la décision d'autorisation             | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.2+ décision d'autorisation REACH | Sans objet        |
| 6  | Mise en œuvre des programmes de surveillance des rejets de l'autorisation | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.2+ décision d'autorisation REACH | Sans objet        |
| 7  | Substitution  | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 55                                  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 8  | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 11-2.3.2 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation et usage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :</p> <p>a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou</p> <p>b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou</p> <p>c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou</p> <p>d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou</p> <p>e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits utilisés contenant des chromates sont la peinture P60 (chromate de strontium) et l'alodine (tri(chromate) de dichrome) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>chromate de strontium : date d'expiration de l'autorisation : 22/01/2026 - décision (2020/C 132/05) entrée 29, N° CAS : 7789-06-2 / N°CE : 232-142-6 / Autorisation N°REACH/20/7/15</li> </ul> <p>Le chromate de strontium a été inscrit à l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 (« REACH ») en raison de ses propriétés intrinsèques de cancérogénicité (Carc. 1B). L'effet néfaste</p>   |

prédominant sur la santé, lié aux propriétés intrinsèquement dangereuses du chromate de strontium, est le cancer du poumon dû à l'inhalation de poussières et/ou d'aérosols. En 2025, 1828 L, soit 2376 kg de produits ont été consommés sur le site. Cela représente une quantité de chromate de strontium de 534.6 kg (utilisation quotidienne).

- tri(chromate) de dichrome : date d'expiration de l'autorisation : 22/01/2026 - décision (2020/C 131/05) entrée 28 / N° CAS : 24613-89-6 / N°CE : 246-356-2 / Autorisation N° REACH/20/1/3

L'évaluation de l'exposition régionale par voie aérienne réalisée par le demandeur repose sur la modélisation EUSES. L'exposition par voie aérienne est le seul élément pris en compte dans l'évaluation de l'exposition indirecte de la santé humaine par l'environnement. Le demandeur a renoncé à évaluer l'exposition par voie orale (alimentation et eau potable) au motif que les émissions sont « négligeables » ou que la transformation du Cr(VI) en Cr(III) se produit suffisamment rapidement dans l'environnement pour dispenser d'une évaluation de l'exposition par voie orale.

En 2025, 0.288 L, soit 288 g de produits ont été consommés. Cela représente une quantité de chromate de strontium de 1,5 g de tri(chromate) de dichrome (utilisation très ponctuelle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Numéro d'autorisation et étiquetage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 65

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

### **Prescription contrôlée :**

Les titulaires d'une autorisation ainsi que les utilisateurs en aval visés à l'article 56, paragraphe 2, qui mettent la substance dans un mélange mentionnent le numéro de l'autorisation sur l'étiquette avant de mettre la substance ou un mélange contenant la substance sur le marché en vue d'une utilisation autorisée, sans préjudice de la directive 67/548/CEE et du règlement n°1272/2008 et de la directive et ce dès que le numéro de l'autorisation a été rendu public conformément à l'article 64, paragraphe 9.

### **Constats :**

Les produits concernés sont stockés dans l'armoire de stockage des produits inflammables. Ils ne sont pas reconditionnés et portent tous les numéros d'autorisation sur les étiquettes d'identification des produits.

L'usage de chromate de strontium correspond à l'usage défini dans l'autorisation : "Application de couches d'apprêt et de revêtements de spécialité dans la construction de pièces pour l'industrie aérospatiale et aéronautique".

L'usage de trichromate de dichrome correspond à l'usage défini dans l'autorisation : "Traitement de surface des métaux dans le cadre de procédés de traitement de surface nécessitant l'une des fonctionnalités clés énumérées à l'annexe".

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 66.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté les rapports de soumission de la notification pour les 2 substances utilisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• chromate de strontium : N° de soumission : AJ732569-33 du 15/10/2020 - utilisateur aval (détenteur de l'autorisation : MAPAERO N°REACH/20/7/15),</li> <li>• tri(chromate) de dichrome : N° de soumission : RJ873313-27 du 29/11/2021- utilisateur aval (détenteur de l'autorisation : HENKEL N° REACH/20/1/3).</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 37.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</li> <li>dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</li> <li>dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</li> </ol>                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>Les 2 produits contenant du chromate sont utilisés avec les mêmes modes opératoires. L'exploitant a identifié 130 "fiches de bonnes pratiques" (GPS) issues des fiches de données de sécurité (FDS). Il les a présentées lors de l'inspection et les a transmises à l'inspection des installations classées.<br>Ces GPS sont classées par types d'opérations: <ul style="list-style-type: none"> <li>• exigences générales ;</li> <li>• mélanges ;</li> <li>• peinture automatisée ;</li> <li>• peinture manuelle ;</li> <li>• retouches/pinceau ;</li> </ul> |

- usinage ;
- stockages et manipulation de récipients ;
- échantillonnage ;
- nettoyage ;
- gestion des déchets ;
- maintenance et réparation.

Sur chaque opération, sont détaillées les exigences suivantes:

- surveillance ;
- formation ;
- EPI ;
- environnement ;
- employés ;
- conception.

Deux points ne sont pas totalement formalisés pour les exigences "employés" :

- le calcul du temps de dégagement pour entrer dans les cabines de peinture après pistolage manuel ou peinture automatique n'a pas été réalisé. L'exploitant explique toutefois qu'il existe une temporisation de 2 minutes pour ouvrir la porte des cabines. En prenant compte du renouvellement d'air, le volume d'air de la cabine a déjà été renouvelé sur ces 2 minutes. Par ailleurs, les opérateurs rentrent dans les cabines avec des EPI (vestimentaires et respiratoires) ;
- il n'y a pas de permis de travail dans la zone d'utilisation des chromates mais l'exploitant compense actuellement par des plans de prévention établis avec les entreprises extérieures intervenant dans ces zones. Le permis de travail est en cours de réalisation.

Par ailleurs, la filtration doit avoir une efficacité minimale de 99%. Actuellement, l'exploitant s'appuie sur les données du fournisseur des filtres pour justifier du respect de cette mesure de maîtrise des risques, sans mesures avant/après filtration. Ces mesures permettraient de confirmer l'efficacité des filtres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant poursuit la mise en place des GPS issues des FDS en calculant le temps de dégagement nécessaire pour les cabines de peinture et formalisant des permis de travail pour les entreprises extérieures.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Mesures de maîtrise des risques de la décision d'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.2+ décision d'autorisation REACH

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

**Prescription contrôlée :**

|   |
|---|
| Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.      |
| <b>Constats :</b><br><br>Les mesures de maîtrise des risques issues des autorisations sont retranscrites dans les rapports sur la sécurité chimique (CSR) qui sont elles-mêmes retranscrites dans les FDS.<br>Ces points ont été étudiés dans le point de contrôle précédent. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 6 : Mise en œuvre des programmes de surveillance des rejets de l'autorisation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.2+ décision d'autorisation REACH   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis le rapport d'analyses des rejets atmosphériques n°A32331540-003-2 du 13/03/2026 (mesures du 5/02/2026). Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral pour la chaîne de traitement de surface et les cabines de peinture.<br>Il est constaté une augmentation du flux de chromates provenant de la cheminée d'extraction de la cabine manuelle (0.096 g/h) par rapport aux 2 dernières années (0.0067 g/h en 2025). Le flux est revenu au niveau des flux mesurés avant la mise en place du 2ème filtre.<br>L'exploitant explique cette augmentation par la mise en place d'un nouveau procédé pour changer la cassette du 2ème filtre, en décembre 2025. Pour faciliter le remplacement des filtres, un système de tiroir a été mis en place. Il est possible que des micro fuites soient présentes à ce niveau.<br>Des actions sont en cours pour régler ce problème. Des mesures des rejets atmosphériques sont prévues à l'issue de la mise en place des actions correctives pour vérifier leur efficacité. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des résultats des mesures de contrôle, à l'issue des actions à réaliser sur le 2ème filtre.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 7 : Substitution**



|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 55  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant est tributaire des demandes de ses clients de l'aéronautique. Ceux-ci travaillent sur la substitution. Des tests sont en cours mais leurs résultats ne seront connus que dans quelques années.<br>A l'heure actuelle, il n'y a pas de substitution possible.<br>L'exploitant travaille sur la diminution de quantité de peinture utilisée. Il a diminué la quantité de peinture consommée en 2025 grâce à la mise en place de pompes doseuses (-10% de peinture et -40% de déchets de peinture).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 11-2.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>Constat 2025:</u><br>L'exploitant a transmis, avant l'inspection, les rapports de suivi semestriel de qualité des eaux souterraines de mai 2024 et d'octobre 2024 (n° affaire 54110603) ainsi que le bilan quadriennal (n° affaire 54334191) réalisés par DEKRA.<br>Depuis octobre 2016, le suivi piézométrique a mis en évidence des anomalies en orthophosphates, sodium et arsenic sur les trois ouvrages du même ordre de grandeur. Depuis la campagne d'avril 2023, on observe une augmentation en chlorures sur l'un des ouvrage (Pz1Bis). Il est noté une augmentation des teneurs entre l'ouvrage Pz3 situé en amont et l'ouvrage Pz1 Bis situé en aval d'un facteur de 6,5 lors de la dernière campagne d'octobre 2024.<br>Cette augmentation de teneurs pourrait potentiellement provenir des activités du site.<br>DEKRA recommande le maintien du suivi selon une périodicité semestrielle du fait de la poursuite des activités sur site en suivant le programme analytique précisé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2021.<br>L'augmentation de la concentration en chlorures entre l'amont et l'aval montre qu'il y a un apport en chlorures au niveau du site.<br>L'exploitant explique que cet apport peut provenir de l'osmoseur, équipement faisant partie du système de traitement des eaux industrielles. Les rejets de l'osmoseur se font dans le réseau d'eau pluviale. Ce dernier peut être fuyard et peut provoquer une pollution des eaux souterraines. |

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport n° 54334191 de contrôle des eaux souterraines réalisé le 27/11/2025.

Il montre la présence d'impacts localisés de chlorures (en augmentation), sodium (en augmentation) et arsenic.

Une inspection télévisée a été menée sur leur réseau d'eau pluviale, le 13/11/2025. Aucune anomalie ni dégradation sur le réseau n'a été observée.

Le bureau d'études conclut à l'enrichissement en sodium et chlorures lié au caractère saumâtre des eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant poursuit la surveillance des eaux souterraines.

**Type de suites proposées :** Sans suite